



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-de-Marne

Service risques et installations classées
12/14, rue des Archives
94011 Créteil Cedex

CRÉTEIL, le 14 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RATP – ATELIERS DE FONTENAY

16 rue Jean Jacques Rousseau
94120 Fontenay-sous-Bois

Références : DRIEAT-IF/UD94/2024/PESSVMO/AT/N°380GR
Code AIOT : 0006506503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement RATP implanté 16 RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU 94120 Fontenay-sous-Bois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RATP
- 16 RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU 94120 Fontenay-sous-Bois
- Code AIOT : 0006506503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La RATP, opérateur de transport urbain, exploite sur la commune de Fontenay-sous-Bois, en zone urbaine, sur une parcelle de 4,5 hectares, divers ateliers depuis 1968 :

- Un Atelier de Maintenance des Trains (AMT) de la ligne n°1, de 4 520 m².
- Un Atelier de maintenance Patrimoniale (AMP) du matériel pneumatique des lignes de métro 1, 4, 6 et 11, de 17 505 m².
- Un Atelier de Révision Centralisé (ARC) batteries et bobinage.

Le site de Fontenay-sous-Bois emploie environ 300 personnes et dispose d'un bâtiment administratif et d'un restaurant d'entreprise. Les principales activités de l'AMP sont les suivantes :

révision générale des organes de matériels pneumatiques, réparation et fabrication mettant en œuvre des procédés d'usinage ou de chaudronnerie/soudage, révision générale des organes et stockage de pièces de rechange.

Il est classé selon les rubriques suivantes :

- | | |
|-----------------|---------------|
| • 2566-1-a [A] | 2910-A-2 [DC] |
| • 2930-1-a [E] | 2930-1-b [DC] |
| • 2940-1-a [E] | 2930-2-b [DC] |
| • 2560-B-2 [DC] | 2940-2-b [DC] |
| • 2563-2 [DC] | 1978-5 [D] |
| • 2564-A-2 [DC] | 1978-6 [D] |
| • 2575 [DC] | |

La réglementation applicable aux installations est la suivante :

- 1^{er} AP d'autorisation 17/06/1974
- AP d'exploitation en vigueur du 21/02/2011
- AP RSDE : 13/03/2012
- APC modernisation du 26/01/2024
- Arrêté ministériel du 13/12/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté ministériel du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

L'extension des lignes de Métros Pneu, en particulier les lignes 11 et 14 ainsi que l'arrivée du nouveau matériel roulant MP14, va entraîner une forte augmentation du parc de matériel roulant à entretenir par l'atelier de maintenance patrimoniale de Fontenay-sous-bois. Cette évolution du parc roulant correspond à un doublement des kilomètres parcourus sur les lignes de métro. Ainsi, la capacité de l'AMP de Fontenay-sous-Bois doit être doublée, afin d'être en mesure d'entretenir environ 540 bogies/an contre 270 bogies/an actuellement.

Dans le cadre de ce projet de doublement de l'activité de maintenance des bogies, une adaptation de la configuration de l'atelier s'est avérée nécessaire. Le projet de modernisation porté par la RATP a fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance en 2022. Les modifications prévues sont les suivantes : création de quais de déchargement, création de voies d'engins de secours incendie et d'équipements incendie, et recoupement de l'atelier en 3 cellules coupe-feu deux heures. Les travaux, débutés en 2024, se poursuivront jusqu'en 2027. Un arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 26/01/2024 afin d'encadrer les travaux du site.

Contexte de l'inspection :

- Plainte bruit

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Air COV
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Points de rejets - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8	Demande d'action corrective	45 jours
6	COV à mention de danger -	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	substitution			
12	Travaux relatifs à la modernisation de l'atelier de maintenance patrimoniale	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 2.6	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Points de rejets - dilution	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8 et 9	Sans objet
3	Fonctionnement des installations	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9-1 – IV	Sans objet
4	Respect des VLE - conformité des rejets	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - I	Sans objet
5	Respect des VLE - installations exploitées	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – III	Sans objet
7	COV à mention de danger - contrôle	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II	Sans objet
8	COV à mention de danger - valeur limite	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II	Sans objet
9	Respect des VLE - conformité des rejets	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.2	Sans objet
10	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10-1	Sans objet
11	Travaux relatifs à la modernisation de l'atelier de maintenance patrimoniale	AP Complémentaire du 26/01/2024, article 4	Sans objet
13	Non-conformité N°2 de la précédente inspection	Arrêté Préfectoral du 21/02/2011, article 2.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le démarrage des travaux par tranche a été constaté ainsi que la présence d'une co-activité. En effet, les opérations de maintenance continuent pendant les travaux. Un affichage, au niveau du site, d'informations à destination du public et des riverains concernant la qualité des travaux exécutés, leurs durées et les moyens de contacter le site pour signaler une nuisance est également présent. Les travaux de modernisation de l'atelier prendront fin en 2027.

Lors de la visite, au niveau de la zone déchetterie, plusieurs fûts contenant des liquides, et présentant le pictogramme de danger "dangereux pour l'environnement" étaient présents sans rétention. Un rappel de la réglementation en vigueur a été fait et l'exploitant a procédé immédiatement à la mise sous rétention des fûts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Points de rejets - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Points de rejets
Prescription contrôlée : Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne doit pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois, etc.). Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible.
Constats : Dans le rapport relatif aux rejets atmosphériques du site réalisé par l'APAVE le 26/02/2024 , il est indiqué que les caractéristiques des installations d'émission pour les mesures sont conformes à la réglementation. Cependant des prises de vue aériennes du site montrent la présence de chapeau chinois sur les conduits. Il convient de s'assurer que ces protections ne sont plus en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 45 jours

N° 2 : Points de rejets - dilution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, articles 8 et 9
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dilution
Prescription contrôlée : Art. 8 : La dilution des effluents est interdite. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration. Art. 9 : Des volumes de gaz peuvent être ajoutés aux gaz résiduaire à des fins de refroidissement ou de dilution lorsque cette opération est techniquement justifiée, mais ils ne sont pas pris en considération pour la détermination de la concentration en masse du polluant dans les gaz résiduaire.
Constats : Le site ne pratique pas la dilution de ses effluents gazeux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fonctionnement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9-1 – IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Démarrage et arrêt
Prescription contrôlée : Toutes les précautions appropriées sont prises pour réduire au minimum les émissions de composés organiques volatils lors des opérations de démarrage et d'arrêt.
Constats : Des procédures spécifiques existent pour chaque installation utilisant des COHV avec les consignes d'usage, de démarrage et d'arrêt.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des VLE - conformité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : I. Seuils de consommation et valeurs limites d'émissions Les émissions de composés organiques volatils des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 1978 ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II du présent arrêté.
Constats : Le rapport relatif aux rejets atmosphériques réalisé par l'APAVE le 26/02/2024 conclut au respect des valeurs limites d'émissions de l'ensemble des installations entrant dans le périmètre de la rubrique 1978.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE - installations exploitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets - installations exploitées
Prescription contrôlée : III. Installations exerçant plusieurs activités Les installations dans lesquelles sont exercées deux ou plusieurs des activités entraînant un classement au titre de la rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées sont tenues de respecter les exigences prévues pour les substances indiquées au point II ci-dessus et, pour les autres substances : - de respecter les exigences définies au point I, pour chaque activité prise individuellement ;

- ou d'atteindre un niveau total d'émission ne dépassant pas celui qui aurait été atteint en application du tiret ci-dessus.
Constats : Les installations classées au titre de la rubrique 1978 respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel susmentionnées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : COV à mention de danger - substitution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Substitution des COV à mention danger
Prescription contrôlée : II. Composés organiques volatils à mention de danger Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008 sont remplacés, dans toute la mesure du possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possible.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé d'inventaire de ses produits chimiques comportant éventuellement les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et proposé, en cas de présence de ces mentions de danger, un plan de réduction et suppression de ces produits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : COV à mention de danger - contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contrôle des COV à mention danger
Prescription contrôlée : II. Composés organiques volatils à mention de danger [...] Les émissions soit de composés organiques volatils auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, soit de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H341 ou H351, sont contrôlées dans des conditions maîtrisées, dans la mesure où il est techniquement et économiquement possible de le faire en vue de protéger la santé publique et l'environnement, et ne dépassent pas les valeurs limites d'émission pertinentes fixées dans le présent arrêté.

Constats : L'exploitant n'a pas réalisé d'inventaire de ses produits chimiques comportant les mentions de danger suscitées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : COV à mention de danger - valeur limite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II
Thème(s) : Actions nationales 2024, VLE des COV à mention de danger
Prescription contrôlée : <p>Pour les émissions des composés organiques volatils visés au premier alinéa, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage visé audit article est supérieur ou égal à 10 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 2 mg/Nm³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels est attribuée, ou sur lesquels doit être apposée, la mention de danger H341 ou H351, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant la mention de danger H341 ou H351 est supérieur ou égal à 100 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés.</p>
Constats : Le respect des valeurs limites d'émission ne peut pas être vérifié en l'absence de l'inventaire des produits chimiques comportant les mentions de danger, présents sur le site. Ce point pourra donc être vérifié lors d'une prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Respect des VLE - conformité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets (oxydateur thermique)
Prescription contrôlée : <p>La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les COV, les oxydes d'azote (NOx) et le monoxyde de carbone (CO) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - COV : valeurs limites de l'annexe I ; - NOx (en équivalent NO₂) : 100 mg/m³ ; - CO : 100 mg/m³.
Constats : Les mesures effectuées par l'APAVE en 2023 sont bien évaluées conformément aux VLE du présent arrêté. Aucun dépassement n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.
Constats : L'exploitant a bien réalisé un plan de gestion des solvants pour l'année 2023 (DEKRA, le 06/05/2024), conforme au présent arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Travaux relatifs à la modernisation de l'atelier de maintenance patrimoniale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2024, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Conformité administrative
Prescription contrôlée : les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
Constats : Les travaux de modernisation de l'atelier étaient en cours lors de l'inspection. Le démarrage du gros œuvre, la gestion de la co-activité et les plannings des travaux par lots sont en cours de réalisation. La fin du chantier est prévue pour 2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Travaux relatifs à la modernisation de l'atelier de maintenance patrimoniale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle et surveillance des émissions sonores et olfactives
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée : (Tableau non reproduit voir JORF du 27 mars 1997). L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, pour chacune des périodes de la journée (diurne et

nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles. Les valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe du présent arrêté, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Si l'arrêté d'autorisation concerne la modification d'un établissement existant au 1er juillet 1997, dont la limite de propriété est distante de moins de 200 mètres des zones à émergence réglementée, il peut prévoir que les valeurs admissibles d'émergence ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au-delà d'une distance donnée de la limite de propriété. Cette distance ne peut excéder 200 mètres. Toutefois, les niveaux admissibles en limite de propriété de l'établissement, fixés par l'arrêté autorisant la modification, ne peuvent être supérieurs aux niveaux admissibles prévus dans l'arrêté d'autorisation initiale, sauf si le niveau de bruit résiduel a été modifié de manière notable.

Constats :

Alors que le site est actuellement en travaux, il n'a pas été réalisé de contrôle réglementaire acoustique comme prévu tous les 3 ans.

Une non-conformité a été relevée lors de la précédente inspection du 4 octobre 2021 concernant les mesures acoustiques réalisées en 2020 qui ont fait apparaître des dépassements de seuils, durant la période nocturne au niveau des émergences, dus aux équipements de ventilation en toiture, aux colonnes de rejet gaz des chaudières ainsi qu'aux ventilateurs de la station de traitement ERI en sous-sol. Une solution d'isolation technique par l'extérieur devait être mise en place.

Cette solution mise en œuvre en 2022 n'a pas donné de résultat. En juin 2023, le site a mis en place des minuterics sur les extracteurs en toiture du bâtiment administratif ainsi que le changement du moteur de la station ERI. Malgré cela, la non-conformité persiste sur les zones d'émergence au niveau d'un point de mesure.

Par ailleurs, deux plaintes de riverains ont été enregistrées en 2023 et une en 2024 concernant des nuisances sonores. Elles étaient liées aux travaux de l'atelier en cours et ont donné lieu à des corrections immédiates. L'exploitant a mis en place pour les riverains un QR code à l'entrée du site au niveau des panneaux informant des travaux, associé à une boîte mail dédiés au traitement rapide des nuisances signalées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Non-conformité N°2 de la précédente inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2011, article 2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance du site

Prescription contrôlée :

Tableau des contrôles à effectuer annuellement, tous les 3 ans et semestriellement.

Lors de la précédente inspection (04/10/2021), il a été demandé à l'exploitant de réaliser un échéancier du plan nonyphénols du 14/01/2022 pour les principales actions visant à supprimer la présence de nonyphénols dans les rejets aqueux du site.

Constats :

Concernant l'autosurveillance des rejets aqueux pour l'année 2023, transmise par courriel du 6 mai 2024, les résultats des prélèvements au cours du 1^{er} trimestre 2023 indiquent un dépassement de pH en sortie de station, de 8,8 au lieu de 8,5. La concentration en azote est également supérieure à la limite autorisée, à 229 mg/l au lieu de 150 mg/l. Suite à une action corrective sur la maintenance de l'ERI, l'ensemble des résultats au second semestre sont apparus conformes.

Concernant les eaux pluviales, deux prélèvements réalisés le 28/11/2023 sur 2 points de rejet apparaissent non conformes pour les métaux lourds (de 26 mg/l à 72 mg/l pour un seuil autorisé de 15 mg/l). Les causes ne sont pas identifiées lors de l'inspection. Par courrier du 1^{er} octobre 2024, l'exploitant indique avoir identifié les sources d'émission des métaux dans les eaux pluviales ; il s'agit des descentes pluviales de canalisations en fonte. Dans le cadre du projet de réaménagement du site, une partie va être changée et l'ensemble des canalisations vieillissantes devra être remplacé d'ici 2025 selon un plan de travaux à réaliser. L'exploitant est ainsi en cours de mise en conformité de l'installation, ce point est à résorber au plus tôt et sera particulièrement suivi lors des prochaines inspections.

Concernant les mesures de rejets atmosphériques, elles apparaissent conformes pour l'ensemble des équipements du site pour l'année 2023.

Concernant la chaudière, le contrôle de l'efficacité énergétique réalisé le 28/11/2023 indique la nécessité de régler la chaudière 1 pour ne pas dépasser la valeur seuil réglementaire du monoxyde de carbone. Cette action n'a pas encore été réalisée.

Concernant les nonyphénols et l'anthracène, suite au curage du site en mai 2022, ils n'apparaissent plus dans les résultats d'analyse 2023. L'exploitant demande à être autorisé à ne plus suivre ces paramètres au cours des prochaines campagnes.

Type de suites proposées : Sans suite